

**Communiqué de RTE – EDF – EPEX Spot – Total Direct Energie, Partenaires de la CEEM  
Une nouvelle initiative pour s’adapter aux défis de la transition énergétique**

La Chaire European Electricity Markets (CEEM) de l’Université Paris Dauphine – PSL et de sa Fondation, lance une nouvelle initiative visant à créer un écosystème européen des chercheurs en économie de l’énergie intéressés pour contribuer aux réflexions académiques sur le cadre de régulation du système électrique du futur. Créée en 2012, la CEEM est soutenue par 4 grands acteurs du secteur de l’énergie RTE, EDF, EPEX Spot et Total Direct Energie.

Depuis sa création, l’engagement des partenaires et le travail de l’équipe de Dauphine – PSL ont permis la publication de nombreuses publications scientifiques, l’organisation de séminaires réguliers ainsi que la formation d’une dizaine de doctorants dans le domaine des marchés électriques. Après 8 années d’existence et une évolution particulièrement dynamique du secteur électrique européen, les partenaires de la CEEM se sont concertés et ont convenu avec son directeur scientifique, le Pr. J-H. Keppler d’en faire évoluer le modèle scientifique et le mode de gouvernance. L’objectif est de renforcer les champs d’actions de la Chaire vers une recherche scientifique qui soit fédérative autour de modèles et méthodes de recherche alternatifs. Elle sera aussi davantage ouverte vers d’autres partenaires et l’international. Ces nouvelles orientations visent à répondre aux nombreux défis auxquels le secteur électrique fait face.

En effet, la transition énergétique va nécessiter d’importants investissements, tant à l’amont qu’à l’aval. Une rénovation du cadre de régulation mis en place dans les années 90 quand l’objectif premier était la construction d’un marché unique de l’électricité est nécessaire car de nouvelles préoccupations guident les politiques énergétiques : la décarbonation, la diversification des mix électriques avec les nouvelles énergies renouvelables, l’électrification des usages, la numérisation des économies, etc.

Ainsi de nombreuses problématiques prennent le dessus comme le financement des investissements, les chemins de transitions à horizon 2050, l’adaptation de la gestion des flux électriques et de l’optimisation production/réseaux. Éclairer ces questions clés pour dessiner les « règles du jeu » du système électrique de demain implique le développement d’une réflexion économique associant toutes les parties prenantes : académiques, institutionnelles et industrielles.

Cette nouvelle initiative vise à mettre en place un écosystème élargi de chercheurs et de praticiens. En échangeant sur les problématiques à traiter, ils construiront un diagnostic commun à partir duquel des positions individuelles ou partagées pourront être élaborées. Cet écosystème aspire à susciter l’intérêt des chercheurs pour ces questions d’économie industrielle et institutionnelle du secteur électrique. Pour cela, ils auront accès à une plateforme d’intégration de leurs travaux et résultats dans une communauté qui se veut européenne et ouverte aux industriels.

Un premier axe de recherche sur les différents modèles de financement a été identifié. La CEEM va ainsi concentrer ses recherches d’ici juin 2021 sur les modalités avec lesquelles les différents modèles de financement en œuvre (ou envisageables) pourront s’articuler dans un paradigme unifié et cohérent.

Dès cet été, l’équipe cœur de la CEEM va engager les réflexions pour définir les axes de recherche qui feront l’objet, lors d’un séminaire en novembre 2020, d’un appel à contributions. Les projets de recherche seront sélectionnés par un comité constitué des chercheurs associés à la Chaire et de ses partenaires. Les contributeurs seront directement intégrés dans l’écosystème proposé afin de conduire leurs travaux et participeront au programme scientifique d’un séminaire international en juin 2021. Les partenaires, attachés à la conduite de travaux scientifiques sur ces enjeux, partageront à cette occasion avec les autres parties prenantes leur vision des suites qui pourront être envisagées.